

APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

Prestations de maintenance du grand et petit bassins, de leurs installations et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye

MP_2026_004_AOO



Personne publique contractante :

Ministère de la Culture

Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye, Pouvoir adjudicateur

Personne responsable du marché :

Le Secrétaire général du Musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint-Germain-en-Laye

Comptable assignataire des paiements :

Direction Régionale des Finances Publiques

CGF

94 rue de Réaumur 750104 Paris Cedex 2

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – ENJEUX ET OBJECTIFS	6
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES	6
Article 4.1 – Signalement	7
Article 4.2 – Préservation des propriétés riveraines	7
Article 4.3 - Obligation de discrétion	8
Article 4.4 – Circulation –Manutention –Transport	8
ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ET TEXTE EN VIGUEUR	9
ARTICLE 6 – INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS	10
Article 6.1 – Grand bassin	10
Article 6.2 – Petit bassin	10
Article 6.3 – Bornes fontaine	10
ARTICLE 7 – CALENDRIER	10
ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS POUR LE GRAND BASSIN ET BORNES FONTAINE	11
Article 8.1 – Prestations Grand bassin et bornes fontaine	11
Article 8.1.1 - Remise en eau du grand bassin et des bornes fontaine	11
Article 8.1.1.1 - Grand bassin	11
Article 8.1.1.2 - Bornes fontaines (grille Dauphine et grille Royale)	12
Article 8.1.2 – Prestations forfaitaires de maintenance du grand bassin	12
Article 8.1.2.1 – Maintenance hebdomadaire	13
Article 8.1.2.2 - Prestations complémentaires liées aux fortes chaleurs	13
Article 8.1.2.3 – Maintenance mensuelle	14
Article 8.1.2.4 – Maintenance trimestrielle	14
Article 8.2a – Prestations de mise en hivernage du grand bassin et des deux bornes fontaine	14
Article 8.2.a.1 - Grand bassin	14
Article 8.2.a.2 – Bornes fontaine	15
Article 8.2.b – Contrôles ponctuels pendant la période d’hivernage	15
ARTICLE 9 – CONTENU DES PRESTATIONS POUR LE PETIT BASSIN	16
Article 9.1 – Prestations de maintenance	16
Article 9.1.1 - Mise en eau du bassin	16
Article 9.1.2 – Prestations de maintenance bimestrielles	16
Article 9.1.3 - Maintenance corrective	17
Article 9.1.4.a - Mise en hivernage du bassin	17
Article 9.1.4.b – Contrôles ponctuels pendant la période d’hivernage	17
Article 9.2 – Tranche optionnelle n°1 (TO) « 1 ^{ère} phase de travaux pour remise en	

service transitoire du petit bassin »	17
Article 9.3 – Tranche optionnelle n°2 (TO) « Dernière phase de travaux pour mise en service nominal du petit bassin »	19
Article 9.4 - Tranche optionnelle n°3 - Prestations complémentaires de maintenance hebdomadaires relatives au grand bassin.....	20
ARTICLE 10 – PRESTATIONS PONCTUELLES SUR BON DE COMMANDE	21
Article 10.1 – Prestations ponctuelles sur bon de commande	21
Article 10.2 – Prestations urgentes	21
ARTICLE 11 – DISPOSITIONS COMMUNES A LA GESTION ÉCOLOGIQUE DES BASSINS ET DES BORNES FONTAINES	21
Article 11.1 Produits.....	21
Article 11.2 - Gestion de l'eau.....	22
Article 11.3 - Utilisation de produits en plastique à usage unique	22
Article 11.4 - Formation des équipes aux techniques de gestion écologique.....	22
Article 11-5 - Produits, matériaux, matériels et engins.....	22
ARTICLE 12 – GESTION DES DECHETS	22
Article 12.1 - Dispositions applicables à toutes les typologies de déchets.....	23
Article 12.2 - Dispositions spécifiques aux déchets issus de l'utilisation des consommables et autres produits d'entretien	23
Article 12.3 – Bilan annuel de la gestion des déchets	24
ARTICLE 13 – MESURES DE SÉCURITÉ	24
Article 13.1 - Plan de prévention.....	24
Article 13.2 - Équipements de sécurité.....	24
Article 13.3 - Contrainte	24
Article 13.4 – Discipline.....	25

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance du grand et petit bassins, de leurs installations et de deux bornes fontaine du Musée d'Archéologie nationale domaine national du château de Saint Germain en Laye.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DU MARCHÉ

Les prestations de la présente consultation s'exécutent dans le domaine national :

Lieu d'exécution Domaine National
<ul style="list-style-type: none">➤ Un grand bassin circulaire de 50m de diamètre, contenant environ 660 M3, qui dispose d'un jet central pouvant atteindre 20 m de haut et de 2 couronnes extérieures de 8 et 16 jets.➤ Un petit bassin circulaire de 300 M3 en circuit fermé avec un jet central➤ 2 Bornes fontaine de type BAYARD n°3, installée au niveau de la grille Dauphine pour l'une et au niveau de la grille Royale pour l'autre (cf. plan de circulation annexe 4 du CCTP)

L'implantation de l'ensemble des espaces précités est représentée en annexe 4 « plan de circulation » du présent CCTP.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des installations à maintenir et des conditions particulières d'accès liées à la sécurité du site. Aucun refus d'exécution, total ou partiel, d'une prestation objet du marché ne peut être fondé sur une cause tirée de la méconnaissance de la configuration des lieux ou de leurs spécificités.

Le Titulaire s'engage à un résultat et à la mise en œuvre de moyens minimums tels que définis par lui-même dans son cadre de réponse technique et environnemental (annexe 2 au CCTP) en vue d'une exécution du marché conforme aux prescriptions administratives et techniques particulières spécifiées au CCAP et au CCTP.

Conformément au décret n°2024-472 du 24 mai 2024, le Domaine du château de Saint Germain en Laye est inséré dans la liste des domaines nationaux.

Aussi, le domaine national, qui est une des vitrines du château de Saint Germain en Laye, représente de forts enjeux et objectifs qui implique que ce marché est assorti d'une obligation de résultat.

Ces prestations ne font l'objet d'aucun allotissement technique.

ARTICLE 3 – ENJEUX ET OBJECTIFS

➤ Grand bassin

Afin de restituer le bassin LE NOTRE au sein du Domaine national de Saint Germain en Laye, conforme aux gravures de Pérelle, un grand chantier a été initié en 2022 pour un achèvement et une inauguration en juin 2023 d'un grand bassin **circulaire** fonctionnant avec un jet central pouvant atteindre quelque 20 m de hauteur.

Ce grand bassin garant de la vie patrimoniale et culturelle de Saint Germain en Laye est une des vitrines du domaine national de Saint Germain en Laye.

Aussi, la maintenance de ce bassin représente de forts enjeux et objectifs avec la garantie d'un fonctionnement continu de la fontainerie et notamment des jets d'eau et une qualité visuelle de l'eau la plus limpide possible.

➤ Petit bassin

En raison d'une inondation du local technique en 2025, le petit bassin est hors service.

La remise en service de ce bassin représente un objectif de ce marché contraint toutefois par le contexte budgétaire actuel.

Aussi, dès connaissance du financement lié à cette opération, cette remise en service doit être une priorité pour le Titulaire selon les dispositions des articles 9.2 et 9.3 du CCTP.

➤ Bornes fontaine

La mise en service des deux bornes fontaine du domaine national a pour objectif de permettre aux usagers du domaine de disposer d'eau potable pendant toute la période d'exploitation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire du présent marché a une obligation de résultat, comme défini dans l'ensemble des documents de la consultation.

S'agissant de prestations à effectuer dans un domaine national à forte fréquentation, dont notamment des usagers en présence de chiens, le titulaire veille aussi à respecter les conditions suivantes :

- exécuter les prestations de manière à entraîner le moins de gêne possible en veillant en permanence à une vigilance accrue du respect de l'ensemble des usagers d'un Domaine national ; il est précisé l'installation de chaises autour des bassins et ce, dès 2026 ;
- prise de rendez-vous obligatoire avec le RSEM 3 jours ouvrés avant tout début d'exécution de prestations non programmées (bon de commande au fur et à mesure du besoin) ; pour ces prestations sur bons de commande, aucune présence sur site n'est tolérée sans accord du RSEM ;
- adapter le nombre ainsi que le gabarit des véhicules et des outils en fonction des prestations à exécuter, des espaces topographiques variés et des contraintes d'intervention dans l'ensemble du site (cf. article 4.4 du présent CCTP) ;
- utiliser et installer du matériel conforme aux exigences de ce domaine de compétence, en bon état de fonctionnement et satisfaisant aux contrôles requis ;
- exécuter des prestations par du personnel qualifié pour les prestations attendues et ce, au motif d'un statut de domaine national ;

- se conformer aux règles de circulation dans le Domaine, aux contraintes horaires et aux jours d'intervention mentionnés au marché ou prescrits dans les bons de commande.

Article 4.1 – Signalement

L'attention du titulaire est appelée plus particulièrement sur l'ensemble des recommandations listées ci-dessous.

À l'occasion de ses interventions, le titulaire du marché est tenu de signaler à la responsable du service jardin les prestations qui, bien que n'étant pas prévues au marché, lui apparaissent nécessaires **à la gestion environnementale** des installations mais aussi à la sécurité du public.

Il doit aussi signaler dans les meilleurs délais toutes les anomalies qu'il découvre : zones dégradées, installation défectueuse, vandalisme, invasion d'insectes, de rongeurs ...

✓ **Signalisation temporaire des chantiers**

Le chantier doit être signalé lors de chacune des interventions réalisées pendant les horaires d'ouverture du Domaine au public.

Sauf cas d'urgence et nécessité de service, le titulaire réalise les prestations, dont les livraisons, selon les horaires du service Jardin, soit du lundi au vendredi de 09H00 à 17H00. Tous les travaux par point chaud doivent être finalisés 2 heures avant le départ des techniciens, selon le permis feu délivré en amont.

Le titulaire du marché prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur le site pendant son intervention. Aussi, il doit prendre toutes précautions afin d'éviter les accidents ou incidents lors des manutentions ou circulations en présence des visiteurs du Domaine.

Il dispose de son propre matériel de signalisation.

✓ **Signalement d'un incident ou dégât occasionné**

Tout incident, notamment, accident corporel ou matériel, et dégât occasionné sur site doit être signalé immédiatement par téléphone au RSEM ou en cas d'absence au service d'accueil de surveillance du Domaine :

- RSEM : 06 71 16 10 65 ;
- Service d'accueil et de surveillance du Domaine : 06 08 31 70 64.

Tout manquement est sanctionné par des pénalités (cf. article 5 au CCAP).

Article 4.2 – Préservation des propriétés riveraines

Le Titulaire veille en permanence à assurer des travaux de manière à ne pas causer de dommage aux propriétés riveraines, notamment une vigilance accrue lors de la vidange du bassin et de la bache et ce, en raison d'une mitoyenneté avec des locaux de la RATP (cf. article 8.2.a.1 du CCTP).

Article 4.3 - Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

Article 4.4 – Circulation –Manutention –Transport

Au titre de la tranche optionnelle n°2, le titulaire doit se renseigner auprès de la responsable du service jardin, sur les réseaux présents dans le sol. Il se doit de solliciter toutes les autorisations et réaliser toutes les déclarations nécessaires.

Dans tous les cas, le titulaire est seul responsable civilement et pécuniairement des accidents ou dégradations causés de son fait.

➤ Accès

Le Domaine national de Saint Germain-en-Laye est accessible en véhicule :

- La grille du Boulingrin, continuité de l'avenue Gambetta et le Nôtre (seul accès possible des véhicules et engins à l'intérieur du domaine).

La Dimensions de la grille : H illimitée x L 3,85 m

Les véhicules doivent permettre d'identifier le Titulaire par un signe distinctif d'appartenance à l'entreprise du titulaire.

Depuis la voie publique, la grille Boulingrin est condamnée par une chaîne qu'il faut toujours laisser fermer.

Aucun stationnement n'est toléré entre la chaîne et la grille (l'enlèvement sera demandé auprès des services de la fourrière).

Le titulaire peut en accord avec la responsable du service jardin du musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint Germain-en-Laye effectuer les livraisons et déblais à titre temporaire dans le domaine. Il lui appartient de solliciter toutes les autorisations nécessaires pour d'autres solutions éventuellement envisageables (bennes, ...).

Il est demandé de limiter l'accès du parc aux seuls véhicules nécessaires au chantier.

Par ailleurs, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de toutes les difficultés d'accès et ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus-value du fait de l'exécution simultanée d'autres chantiers contraignant à des modifications de ces accès.

➤ Circulation dans le Domaine National

La vitesse des véhicules dans les jardins est limitée à 10 Km/h et doivent être signalés par l'emploi d'avertisseurs lumineux (warning ou gyrophare).

Les circulations de véhicules dont le P.T.A.C. est supérieur à 3 tonnes ou d'engins de levage doivent s'interrompre en cas de périodes de pluies répétées.

La circulation s'effectue par les voies principales et le passage hors des allées entre les arbres sera limité aux strictes nécessités du chantier (transports de terres, de végétaux, évacuations...). Un plan de circulation est joint en annexe 4 du CCTP.

Le service de l'accueil et de surveillance veille à la bonne circulation des véhicules dans le domaine. Les agents du domaine se réservent le droit d'expulser tout véhicule contrevenant ou récidiviste.

Point d'attention :

La circulation autour du grand bassin est réservée aux véhicules dont le PTAC est inférieur à 1 tonne. **Aussi, cette zone de circulation n'est autorisée qu'aux véhicules devant impérativement s'y rendre sous réserve de ne circuler que dans un périmètre de plus de 9 mètres du grand bassin (cf. annexe 4 au CCTP).**

➤ **Stockage**

Pour l'exécution des deux tranches optionnelles, le titulaire doit avant le démarrage du chantier, préciser à la responsable du service jardin les besoins en lieux de stockage ou de stationnement. Ce lieu, s'il n'est pas compris dans une emprise déjà clôturée, sera protégé par une clôture de chantier.

➤ **Information du public**

Tout affichage, publicité ou panneau de chantier non agréé par le pouvoir adjudicateur **est rigoureusement interdit sur le site**. Toute demande en ce sens, doit être transmise à la responsable de la commande publique et du budget.

➤ **Connaissance des lieux**

Les qualités historiques, notamment en temps que domaine national du site classé au titre des monuments historiques et jardin remarquable créent un ensemble de contraintes s'attachant à l'exécution des travaux. Par une visite du terrain, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et du terrain, de la nature ainsi que de l'importance et des contraintes particulières d'exécution des travaux : accès de chantier, respect impératif des œuvres, du mobilier et des infrastructures et locaux techniques, de la présence du public....

Tout manquement est sanctionné par des pénalités (cf. article 5 au CCAP).

Le titulaire doit se rendre également compte des possibilités de stockage, de toutes les sujétions que certaines interventions peuvent comporter et ne pourra élever ultérieurement aucune réclamation ou ne demander aucun supplément pour les difficultés inhérentes au lieu d'intervention, tel que stationnements, accès, manutention et transport de matériaux, circulations ou autres.

Aucune indemnité ni plus-value sur les prix ne sera accordée du fait des sujétions rencontrées au cours des travaux.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATION ET TEXTE EN VIGUEUR

Les prestations s'exécutent dans le respect des réglementations et textes en vigueur et permettent la mise en œuvre des orientations des politiques publiques de l'Etat en matière environnementale et sociale.

ARTICLE 6 – INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS

Article 6.1 – Grand bassin

Le bassin circulaire de 50 m de diamètre fonctionne en circuit fermé avec un jet central pouvant atteindre quelque 20 m de hauteur et de 2 couronnes extérieures de 8 et 16 jets. Il est à fond asymétrique à pente unique. La profondeur de l'eau varie de 0,2 à 0,4 m.

Le Titulaire dispose d'une version électronique et papier du DOE initial. Il appartient au Titulaire d'assurer la mise à jour de ce DOE pendant toute la durée d'exécution du marché (cf. articles 3.8 et 3.9 du CCAP).

Dès notification du marché, le Titulaire doit assurer le remplacement de la pompe n°3 nécessaire au fonctionnement de la couronne extérieur 8 jets.

Article 6.2 – Petit bassin

Le bassin circulaire d'une capacité de 300 M3 fonctionne en circuit fermé avec un jet central. Le bassin est équipé d'un local technique **dont les équipements sont hors service.**

Au titre de ce marché, il est prévu d'affermir deux tranches optionnelles relatives à la remise en service de ce local technique (cf. articles 9.2 et 9.3 du présent CCTP).

Les prestations et les nouveaux équipements à installer sont listés aux articles 9.2 et 9.3 du CCTP.

Article 6.3 – Bornes fontaine

Le marché prend en compte les deux bornes fontaine du domaine national de marque BAYARD n°3 installées en 2024, au niveau de la grille Dauphine pour l'une et au niveau de la grille Royale pour l'autre (cf. plan de circulation en annexe 4 du CCTP).

Il est entendu que le Titulaire organise de manière efficiente les prestations de maintenance des 3 infrastructures inscrites au marché (Grand bassin, petit bassin et 2 bornes fontaine) et ce, afin de limiter les déplacements et les coûts de maintenance associés.

ARTICLE 7 – CALENDRIER

La mise en service du grand bassin et des bornes fontaine est programmée entre mi-mars et mi-avril de chaque année d'exécution, hormis pour 2026 dont la planification est estimée semaine 17 ou 18.

➤ Spécificité petit bassin :

La remise en service de ce bassin est dépendante des travaux à réaliser (cf. tranches optionnelles n°1 et n°2).

Selon la disponibilité des crédits et des dates arrêtées pour la réalisation des travaux (tranches optionnelles n°1 et n°2), une échéance de remise en service de ce bassin est décidée conjointement entre la responsable du service jardin et le Titulaire.

Dès que les deux tranches optionnelles précitées sont finalisées, la programmation annuelle de mise en service est identique à celle du grand bassin et des deux bornes fontaine, à savoir, entre mi-mars et mi-avril de chaque année d'exécution.

A titre indicatif, sans présager des crédits budgétaires alloués pour les travaux de remise en service du petit bassin, la programmation ci-dessous est envisagée :

Année prévisionnelle d'exécution	Tranche optionnelle programmée
2026	TO n°1 « remise en service transitoire »
2027	TO n°2 « remise en service définitive »

Dans l'hypothèse où les crédits délégués seraient susceptibles de prendre en charge l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en service nominal de ce bassin, Il peut être décidé d'affermir en simultanée les deux tranches optionnelles n°1 et n°2.

Les travaux sont effectués tout au long de l'année, exceptions faites quand une décision de fermeture du domaine est impérative pour la sécurité des usagers (neige, gel, tempête...). Le Titulaire est informé par la responsable du service jardin de ces éventuelles fermetures dans les meilleurs délais possibles.

En cas d'impossibilité de passage du fait du Titulaire, la responsable du service jardin doit immédiatement être informée par le correspondant technique du motif d'absence et de la nouvelle planification. Seules des conditions climatiques ou sanitaires empêchant d'assurer les prestations peuvent être formulées par le Titulaire.

ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS POUR LE GRAND BASSIN ET BORNES FONTAINE

Article 8.1 – Prestations Grand bassin et bornes fontaine

La maintenance prévue au marché comprend l'ensemble des prestations nécessaires à l'exploitation normale des installations dont notamment les opérations de maintenance préventive permettant la continuité du fonctionnement de l'ensemble des installations mais aussi les opérations de nettoyage. Pour le grand bassin, ces opérations doivent garantir l'absence d'algues au fond du bassin et un aspect visuel de l'eau le plus limpide possible.

Dès notification du marché, le Titulaire doit assurer le remplacement de la pompe n°3 nécessaire au fonctionnement de la couronne extérieur 8 jets dans le respect de la fiche technique de l'électropompe centrifuge normalisée "EN 733" mis à disposition dans le DOE initial.

Article 8.1.1 - Remise en eau du grand bassin et des bornes fontaine

Ces prestations sont déclenchées par message adressé par le service jardin 5 jours ouvrés avant l'échéance fixée.

Les opérations de remise en eaux comprennent :

Article 8.1.1.1 - Grand bassin

➤ Opérations nécessaires à la remise en eau du bassin

- Le nettoyage complet par haute pression du bassin ;
- La vérification du bon état de fonctionnement de l'ensemble des équipements, dont notamment :
 - Vérification de l'état physique de l'extérieur du bassin (structure visible) et de son soubassement (accès par une trappe extérieure au local technique) ;

- Vérification et nettoyage des buses/grilles d'aération interne (local technique) et externe ;
- Vérification et nettoyage des grilles de filtration interne du bassin (algues/ graviers/ feuilles...);
- Vérification visuelle des 4 filtres à sable, situés dans le local technique (1 pour le jet central, 1 pour la grande couronne, 1 pour la petite couronne et 1 pour la bache) ;
- Vérification de l'état des équipements, colliers de fixations, armoires électrique, connectique électrique et hydraulique (corrosion/calcaire /rouille) ;
- Vérification du bon fonctionnement de la ventilation.
- Mise à niveau des consommables (sel pour adoucisseur d'eau, chlore...);
- Traitement du calcaire dans l'ensemble des équipements (tuyauteries/ buses /jets) ;
- Remise en eau du grand bassin et toutes les prestations nécessaires à l'exploitation normale des équipements permettant un fonctionnement optimal du bassin, dont l'élimination dans la mesure du possible de toute présence de rouille et oxydation.

➤ **Bâche**

- Nettoyage haute pression complet de la bache (algues) ;
- Vérification du bon état de fonctionnement de l'ensemble des équipements (buse d'aération, de ventilation et système de filtration) ;
- Vérification de l'état des équipements, colliers de fixations, pompe de relevage (corrosion/calcaire /rouille) ;
- Remplissage de la bache.

Article 8.1.1.2 - Bornes fontaines (grille Dauphine et grille Royale)

- Nettoyage des évacuations sous les bornes fontaine incluant le retrait de tous les objets présents (feuilles, cailloux, branches...).
- Remise en eau des bornes fontaine ;
- Vérification du bon fonctionnement des compteurs associés ;
- Vérification de la présence éventuelle de fuites.

Article 8.1.2 – Prestations forfaitaires de maintenance du grand bassin

Les opérations de maintenance périodiques doivent être réalisées le vendredi matin à partir de 9H00 en présence d'un représentant du service jardin ou la veille pour les vendredis jours fériés. En cas d'empêchement ou de retard justifié, ce service doit être contacté par téléphone :

- 06 71 16 10 65 (responsable service jardin) ;
- 06 08 31 70 64 (Téléphone agent de surveillance Domaine) ;
- 06 71 29 20 65 (adjoint secrétaire général).

Les prestations complémentaires hebdomadaires doivent être réalisées le lundi ou mardi.

Tous les consommables nécessaires à la continuité du parfait fonctionnement du grand bassin et

de la bâche sont inclus dans le montant forfaitaire lié à ces prestations récurrentes (notamment, sel adoucisseur, Cl, pH, anti-algues...). A titre indicatif, une estimation des consommations est jointe en annexe I au présent document.

Il est précisé qu'au titre de cette consultation, la capacité des bidons de Cl et de PH minus liquide en place dans le local de fontainerie est de 4 bidons de 125L chacun.

Est exclue de la maintenance, la fourniture de l'eau, de l'électricité et des télécommunications.

Les opérations listées ci-après doivent impérativement être honorées au titre des prestations forfaitaires :

Article 8.1.2.1 – Maintenance hebdomadaire

- Contrôle général afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements et remise en état si nécessaire pour un fonctionnement nominal du bassin et de la bâche. **Toute remise en état doit faire l'objet au préalable d'un accord par téléphone de la responsable du service jardin, notamment pour les intervenants sur devis ;**
- Ecrémage du bassin avec ramassage des flottants (technique d'élimination d'une couche flottante peu ou non soluble, surnageant sur l'eau) ;
- Retrait de tout objet au fond du bassin ;
- Nettoyage du caniveau, et enlèvements de tous les résidus ;
- Nettoyage des crépines du caniveau ;
- Nettoyage des grilles d'aspirations dans le bassin ;
- Relevé des compteurs d'eau divisionnaire ;
- Contrôle du PH du bassin et sa consignation, la comparaison avec les valeurs fournies par les panneaux de contrôle ;
- Le rechargement de tous les consommables nécessaires au bon fonctionnement du bassin.

Article 8.1.2.2 - Prestations complémentaires liées aux fortes chaleurs

Pour les périodes de forte chaleur, **8 passages complémentaires hebdomadaires** (jours ouvrés) sont à réaliser par le prestataire.

Dans l'hypothèse de besoins supplémentaires, il est prévu l'affermissement d'une tranche optionnelle n°3 pour 8 prestations complémentaires (cf. DPGF) ou des prestations à l'unité sur bordereau de prix unitaires doivent faire l'objet de commandes.

Ces passages complémentaires sont déclenchés unitairement par le service jardin par téléphone et messagerie 24 heures avant intervention et doivent faire l'objet d'un rapport d'intervention spécifique numéroté, comprenant l'ensemble des opérations réalisées, les produits utilisés (noms et quantités) et des photos avant/après.

Le titulaire doit assurer un contrôle général afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements et remise en état si nécessaire pour un fonctionnement nominal du bassin et de la bâche. Toute remise en état doit faire l'objet au préalable d'un accord par téléphone de la responsable du service jardin.

Les prestations listées ci-après sont dues au titre de ces passages complémentaires :

- Ecrémage du bassin avec ramassage des flottants (technique d'élimination d'une couche flottante peu ou non soluble, surnageant sur l'eau) ;
- Nettoyage des crépines du caniveau ;
- Contrôle du PH du bassin et sa consignation, la comparaison avec les valeurs fournies par les panneaux de contrôle et réapprovisionnement des produits si nécessaire.

Article 8.1.2.3 – Maintenance mensuelle

Ces prestations mensuelles sont à réaliser le 1er vendredi du mois concerné ou la veille pour les vendredis jour fériés.

- Vérification du programme des jets et son ajustement en fonction des demandes du maître d'œuvre ;
- Ajustement du réglage des jets ;
- Contrôle de fonctionnement des pompes de relevage (bassin et bêche) et du réglage des sondes ;
- Mise en fonctionnement de la pompe de secours ;
- Dégagement des contours des trois trappes d'accès et vérification de leur étanchéité (local technique, bêche et accès sous le bassin).

Article 8.1.2.4 – Maintenance trimestrielle

Ces prestations trimestrielles sont à réaliser le 1er vendredi du mois du trimestre civil concerné ou la veille pour les vendredis jours fériés :

- contrôle d'isolement de chaque pompe du bassin et de la bêche (animation et relevage de secours) ;
- contrôle approfondi de l'adoucisseur y compris ajustements éventuels ;
- contrôle approfondi des panneaux de contrôle y compris leur réétalonnage avec solutions tampon ;
- retrait des excédents de graviers ou autres à l'intérieur des trappes de ventilation (2) et d'aspiration (1).

Article 8.2a – Prestations de mise en hivernage du grand bassin et des deux bornes fontaine

Ces prestations sont déclenchées par message adressé par le service jardin 5 jours ouvrés avant l'échéance fixée. Cette mise en hivernage est programmée en novembre.

Les opérations comprennent :

Article 8.2.a.1 - Grand bassin

- Ensemble des opérations d'hivernage du bassin, notamment, vidange et nettoyage haute pression complet du fond du bassin avec retrait de tous les déchets et algues ;
- Révision générale de tous les équipements, y compris la ventilation permettant, entre autres, de restituer un PV complet de l'état de tous les équipements (cf. 3.8.a du CCAP).

Une attention particulière doit être portée sur les éléments de fixation, notamment resserrage et sur les garnitures, lubrifiants et pièces d'étanchéité des pompes ;

- Etanchéité de l'armoire électrique (dépoussiérage, resserrage des connexions, essais des sécurités électriques) ;
- Nettoyage du local technique ;
- Nettoyage et désinfection de l'adoucisseur ;
- Nettoyage complet, à la brosse du caniveau et de ses crépines, de l'ensemble des pièces inox, des pièces d'ajutage qui doivent faire l'objet d'un démontage et stockage dans le local technique ;
- Traitement de toutes les oxydations apparues pendant la période d'exploitation (rouille/calcaire...) dans le local technique.

Le Titulaire doit communiquer à la responsable du service jardin, minimum 2 jours ouvrés avant, la date et l'heure précise relative au déclenchement de la vidange.

Suite à des fuites d'eau dans les locaux de la RATP situés sous le bassin, il est envisagé pour 2026 d'injecter du colorant dès le déclenchement de cette vidange dont les modalités sont à définir entre l'administration et le Titulaire lors d'une réunion d'opportunité. Cette opération est à la charge du Titulaire.

➤ **Bâche**

- Ensemble des opérations d'hivernage de la bâche, notamment, vidange et nettoyage haute pression complet à haute pression, avec retrait de tous les déchets et algues ;
- Révision générale de tous les équipements permettant, entre autres, de restituer un PV complet de l'état de tous les équipements (cf. 3.8.a du CCAP). Une attention particulière doit être portée sur les éléments de fixation, notamment resserrage et sur les garnitures, lubrifiants et pièces d'étanchéité des pompes ;
- Traitement de toutes les oxydations apparues pendant la période d'exploitation (rouille/calcaire...).

Article 8.2.a.2 – Bornes fontaine

- Nettoyage des évacuations, sous les bornes fontaine incluant le retrait de tous les objets présents (feuilles, cailloux, branches...) ;
- Hivernage des deux fontaines, dont notamment la fermeture des compteurs.

Article 8.2.b – Contrôles ponctuels pendant la période d'hivernage

Pendant la période hivernale, le Titulaire doit assurer des contrôles visuels du bassin et du local technique afin d'alerter l'administration de tout éventuel dommage et doit procéder aux opérations indispensables afin de préserver le patrimoine existant.

Ces prestations sont à assurer tous les 15 du mois entre l'hivernage et la remise en eau, soit une estimation de 4 contrôles ponctuels.

Il est entendu que le Titulaire organise de manière efficiente les prestations de maintenance des 3 infrastructures inscrites au marché (Grand bassin, petit bassin et bornes fontaine) et ce, afin de limiter les déplacements et les coûts de maintenance associés.

ARTICLE 9 – CONTENU DES PRESTATIONS POUR LE PETIT BASSIN

Article 9.1 – Prestations de maintenance

Ces prestations sont déclenchées par ordre de service (mise en eau transitoire ou définitive). Aucun paiement n'est assuré pour ces prestations sans cet ordre de service. Dès notification de cet ordre de service les opérations listées ci-dessous sont à assurer par le Titulaire.

La maintenance prévue au marché comprend l'ensemble des prestations nécessaires à l'exploitation normale des installations permettant la continuité du fonctionnement de l'ensemble des installations mais aussi les opérations de nettoyage lors de la mise en route et de l'hivernage.

La maintenance à assurer pour ce bassin comprend :

- la mise en eau du bassin incluant un nettoyage sous haute pression ;
- des opérations bimestrielles (cf. ligne 3 de la DPGF) ;
- des interventions éventuelles de maintenance corrective sur devis ;
- la mise en hivernage du bassin.

Il est rappelé que le Titulaire organise de manière efficiente les prestations de maintenance des 3 infrastructures inscrites au marché (Grand bassin, petit bassin et bornes fontaine).

Article 9.1.1 - Mise en eau du bassin

Ces prestations sont déclenchées par message adressé par le service jardin 5 jours ouvrés avant l'échéance fixée.

Les opérations de remise en eaux comprennent :

- le nettoyage complet par haute pression du bassin ;
- toutes les prestations nécessaires à l'exploitation normale des équipements permettant un fonctionnement optimal du bassin.

Après mise en eau du bassin le service jardin introduit des poissons qui y demeurent pendant toute la saison. Il appartient au titulaire de procéder à leurs évacuations avant l'hivernage (cf. 9.1.4.a ci-dessous).

Les prestations doivent garantir un aspect visuel de l'eau le plus limpide possible.

Article 9.1.2 – Prestations de maintenance bimestrielles

Ces prestations bimestrielles sont à réaliser le 1er vendredi du mois en juin et septembre de chaque année ou la veille pour les vendredis jours fériés.

- Contrôle d'isolement de(s) pompe(s) ;
- Contrôle approfondi des installations/équipements ;
- Retrait des excédents de graviers ou autres à l'intérieur des trappes de ventilation (2).

Article 9.1.3 - Maintenance corrective

En cas de besoin, l'administration peut être amené à solliciter le titulaire pour une maintenance corrective. A ce titre, le titulaire doit présenter un devis détaillé à la responsable du service jardin sous 5 jours ouvrés. Ce devis établit sur la base de la tarification fixée au BPU doit faire apparaître le délai d'intervention.

Dès validation du devis par la responsable du service jardin, un bon de commande CHORUS est adressé au titulaire qui doit, dès lors, assurer la prestation.

Article 9.1.4.a - Mise en hivernage du bassin

Ces prestations sont déclenchées par message adressé par le service jardin 5 jours ouvrés avant l'échéance fixée. Cette mise en hivernage est programmée en novembre.

Les opérations comprennent :

- Ensemble des opérations d'hivernage du bassin, notamment, vidange et nettoyage haute pression complet du fond du bassin avec retrait de tous les déchets et algues ;
- Révision de la pompe (y compris le remplacement des garnitures, lubrifiants et pièces d'étanchéité) ;
- Vérification générale de tous les équipements y compris élimination de toute présence de rouille ;
- Etanchéité de l'armoire électrique (dépoussiérage, resserrage des connexions, essais des sécurités électriques) ;
- Nettoyage du local technique ;
- Extraction des poissons pour mise en bacs fournis par l'administration ; Les bacs sont récupérés par le service jardin. Afin de respecter le bien-être animal, le titulaire doit prendre toutes les mesures garantissant une évacuation des poissons vivants.

Article 9.1.4.b – Contrôles ponctuels pendant la période d'hivernage

Pendant la période hivernale, le Titulaire doit assurer des contrôles visuels du bassin et du local technique afin d'alerter l'administration de tout éventuel dommage et doit procéder aux opérations indispensables afin de préserver le patrimoine existant.

Ces prestations sont à assurer tous les 15 du mois entre l'hivernage et la remise en eau, soit une estimation de 4 contrôles ponctuels.

Il est entendu que le Titulaire organise de manière efficiente les prestations de maintenance des 3 infrastructures inscrites au marché (Grand bassin, petit bassin et bornes fontaine) et ce, afin de limiter les déplacements et les coûts de maintenance associés.

Article 9.2 – Tranche optionnelle n°1 (TO) « 1^{ère} phase de travaux pour remise en service transitoire du petit bassin »

Les prestations de cette tranche optionnelle concernent la fourniture et l'installation d'une armoire électrique, d'une ventilation, d'une pompe de brassage afin d'assurer une mise en service transitoire du bassin permettant sa remise en eau, sans fonctionnement du jet d'eau central.

Seul le local technique est impacté par cette prestation.

Avant tout affermissement, les parties organisent une réunion afin de planifier les prestations.

➤ **Description des travaux**

Un état des lieux doit être fait en présence du titulaire et de l'administration, afin de valider ensemble le bon déroulé du chantier. Un plan des nouvelles installations devra être soumis à la validation de la responsable du service jardin.

Il est précisé que les fixations et matériaux sélectionnés pour le local technique doivent être adaptées à un milieu à forte hygrométrie (choix opéré à formuler dans le cadre de réponse technique -cf. Annexe 2 du CCTP)).

Le Titulaire doit remettre à la responsable du service jardin 5 jours ouvrés après affermissement de la tranche :

- L'inventaire des équipements à évacuer et le recyclage associé ;
- Les fiches techniques des équipements à installer ;
- Le plan des nouvelles installations qui doit mentionner à minima la nature des équipements mis en place et leurs emplacement exact dans le local (hauteurs/ dimensions/ fixations/matériaux/marque des équipements...) et doivent respecter toutes les normes en vigueur. L'aménagement proposé des espaces doit tenir compte des équipements de la TO n° 2.

Le démarrage des travaux n'est effectif qu'à réception d'un ordre de service qui mentionne le début d'exécution des travaux dont la date est arrêtée en concertation avec le Titulaire.

➤ **Préparation du chantier**

Le Titulaire a la charge de la mise en sécurité du chantier dans un contexte de domaine national (barrières, filets, panneaux de signalisation...).

➤ **Enlèvement de l'ensemble des équipements à remplacer**

Le Titulaire a la charge du retrait de l'armoire électrique à remplacer et de son recyclage selon les règles environnementales.

➤ **Mise en place des nouveaux équipements**

Le Titulaire doit assurer la mise en place des équipement listés ci-après :

- armoire électrique : Fourniture d'une armoire pour commande : pompe, variateur, éclairage, ventilation....;
- système complet de ventilation relié aux deux trappes de ventilation existantes (cf. Photos des trappes en annexe 3 du CCTP et visite de site obligatoire) ;
- pompe de brassage.

Ces installations doivent respecter les normes et réglementations en vigueur afin de garantir leur bon fonctionnement et leur durabilité.

➤ **Restitution des travaux**

La validation de ces travaux est effectuée sur place en présence du Titulaire. En amont de cette validation, le Titulaire doit établir un rapport de synthèse et un DOE qui est à soumettre à la validation de la responsable du service jardin. A l'issue, une constatation de service fait est transmise au Titulaire.

Article 9.3 – Tranche optionnelle n°2 (TO) « Dernière phase de travaux pour mise en service nominal du petit bassin »

Les prestations relatives à la tranche optionnelle n°2 ont pour objectif la remise en service totale du petit bassin incluant la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements complémentaires nécessaires au fonctionnement nominal du bassin dont la remise en activité du jet d'eau central.

L'attention du Titulaire est appelée sur l'arrivée d'eau de cette installation qui doit rester indépendante de l'arrosage automatique.

Avant tout affermissement, les parties organisent une réunion afin de planifier les prestations.

➤ **Description des travaux**

Un état des lieux doit être fait en présence du titulaire et de l'administration, afin de valider ensemble le bon déroulé du chantier. Un plan des nouvelles installations devra être soumis pour sa validation.

Il est précisé que les fixations et matériaux sélectionnés pour le local technique doivent être adaptées à un milieu à forte hygrométrie (choix opéré à formuler dans le cadre de réponse technique -cf. Annexe 2 du CCTP)).

Le Titulaire doit remettre à la responsable du service jardin 5 jours ouvrés après affermissement de la tranche (cf. article 3.8 du CCAP) :

- L'inventaire des équipements à évacuer et le recyclage associé ;
- L'ensemble des fiches techniques des équipements à installer ;
- Un plan qui doit à minima indiquer la nature des équipements mis en place et leurs emplacement exact dans le local (hauteurs/ dimensions/ fixations/matériaux/marque des équipements...) et doivent respecter toutes les normes en vigueur.

Le démarrage des travaux n'est effectif qu'à réception d'un ordre de service qui mentionne le début d'exécution des travaux dont la date est arrêtée en concertation avec le Titulaire.

➤ **Préparation du chantier**

Le Titulaire a la charge de la mise en sécurité du chantier dans un contexte de domaine national (barrières, filets, panneaux de signalisation...).

➤ **Enlèvements de l'ensemble des équipements**

Le Titulaire a la charge du retrait des équipements à remplacer et de son recyclage selon les règles environnementales.

➤ **Mise en place des nouveaux équipements**

Le Titulaire doit assurer la fourniture et la mise en place des équipements listés ci-après :

- Pompe de surface (débit minimal 70 m³/H) ;
- Variateur de vitesse 4kw ;
- Ensemble aspiration (MAV, vanne) ;
- Pompe vide cave INOX incluant le cheminement ;
- Eclairage étanche dans le local technique ;
- Système de remplissage automatique : fourniture d'un compteur divisionnaire y compris clapet anti-retour et réducteur de pression et bypass.

Ces installations doivent respecter les normes et réglementations en vigueur afin de garantir leur fonctionnement optimal et en toute sécurité et leur durabilité.

➤ **Restitution des travaux**

La validation de ces travaux est effectuée sur place en présence du Titulaire. En amont de cet état des lieux, le Titulaire doit établir un rapport de synthèse et compléter le DOE validé au titre de la TO n°1 qui est à soumettre à la validation de la responsable du service jardin. A l'issue, une constatation de service fait est transmise au Titulaire.

Article 9.4 - Tranche optionnelle n°3 - Prestations complémentaires de maintenance hebdomadaires relatives au grand bassin

Dans l'hypothèse d'un besoin supplémentaire (cf. article 8.1.2.2 ci-dessus), l'administration peut affermir cette tranche optionnelle n°3 pour 8 passages complémentaires.

Ces passages complémentaires sont déclenchés unitairement par le service jardin par téléphone et messagerie 24 heures avant intervention et doivent faire l'objet d'un rapport d'intervention spécifique numéroté, comprenant l'ensemble des opérations réalisées, les produits utilisés (noms et quantités) et des photos avant/après.

Le titulaire doit assurer un contrôle général afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements et remise en état si nécessaire pour un fonctionnement nominal du bassin et de la bâche. Toute remise en état doit faire l'objet au préalable d'un accord par téléphone de la responsable du service jardin, notamment pour les prestations sur devis.

Les prestations listées ci-après sont dues au titre de ces passages complémentaires :

- Ecrémage du bassin avec ramassage des flottants (technique d'élimination d'une couche flottante peu ou non soluble, surnageant sur l'eau) ;
- Nettoyage des crépines du caniveau ;
- Contrôle du PH du bassin et sa consignation, la comparaison avec les valeurs fournies par les panneaux de contrôle et réapprovisionnement des produits si nécessaire.

ARTICLE 10 – PRESTATIONS PONCTUELLES SUR BON DE COMMANDE

Article 10.1 – Prestations ponctuelles sur bon de commande

Outre les prestations forfaitaires inscrites au marché, le prestataire doit réaliser des prestations ponctuelles commandées au fur et à mesure du besoin sur la base d'un devis conforme aux tarifs fixés au BPU du marché (prix unitaires, remise sur catalogue public et majoration).

Les devis doivent être transmis à la responsable de la commande publique et du budget et à la responsable du service jardin dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de la demande.

Sauf cas d'urgence, ces prestations ponctuelles doivent faire l'objet au préalable d'un devis et d'un bon de commande.

Article 10.2 – Prestations urgentes

A la demande de la responsable du service jardin, le prestataire peut être amené à intervenir en urgence pour une remise en état provisoire et mise en sécurité des installations dans un délai fixé à :

- 24 heures ouvrés maximum en cas d'inondation des locaux techniques ; cette intervention comprend l'évacuation de l'eau ;
- 48 heures maximum pour toute autre urgence.

Un devis est transmis par le Titulaire pour régularisation sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU - prix unitaires, remise sur catalogue public et majoration).

Un bon de commande CHORUS est adressé ultérieurement à titre de régularisation.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS COMMUNES A LA GESTION ÉCOLOGIQUE DES BASSINS ET DES BORNES FONTAINES

Dans le cadre du présent CCTP, l'entretien des 2 bassins et des 2 bornes fontaines est qualifié d'écologique, autant que possible. Afin de limiter les nuisances environnementales, les produits utilisés pour la maintenance de l'ensemble des installations sont à limiter, sans pour autant que cela impacte l'objectif fixé aux articles 3 et 4 du présent CCTP.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires dans le but d'assurer les prestations dans le respect des règles de l'art.

Le rinçage du matériel, l'évacuation des résidus et des emballages doivent être conformes à la réglementation environnementale et ce, à la charge du titulaire.

Article 11.1 Produits

Les produits utilisés sont conformes à la législation en vigueur relative à la protection de l'environnement. Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de l'évolution des textes en vigueur, l'alerte si un produit n'est ou ne sera plus conforme à ces textes, et le conseille sur leur remplacement.

Article 11.2 - Gestion de l'eau

Pour les prestations de ce marché, l'eau est mise gratuitement à disposition du titulaire.

Dans tous les cas, le titulaire prend toutes dispositions et précautions pour réduire au strict minimum la consommation et le gaspillage d'eau.

✓ **Maîtrise de la consommation d'eau :**

- adaptation du débit d'eau et arrêt de tout écoulement en cas de non utilisation ;
- réflexion sur le besoin en nettoyage à l'eau ;
- Lutte contre le gaspillage : identification et déclaration des fuites auprès du gestionnaire de site.

Article 11.3 - Utilisation de produits en plastique à usage unique

Le titulaire doit tout mettre en œuvre pour limiter l'utilisation de produits en plastique à usage unique dans le cadre des prestations objet du présent marché. Pour substituer ces produits, le titulaire utilise des solutions durables, réutilisables et composées de matériaux facilement valorisables, conformément aux dispositions de l'article 11.5 du présent CCTP sur les caractéristiques des fournitures, matériels et engins.

Article 11.4 - Formation des équipes aux techniques de gestion écologique

La formation du personnel technique du titulaire affecté à la réalisation des prestations objet du marché couvre les thématiques de la gestion écologique de ce marché.

Article 11-5 - Produits, matériaux, matériels et engins

L'utilisation de plastique est réduite au strict minimum : les alternatives au plastique sont systématiquement étudiées. Lorsque l'utilisation du plastique est nécessaire, elle est strictement limitée aux produits destinés à être utilisés durablement et/ou réemployés. Par ailleurs, les produits composés de plastique recyclé sont à privilégier chaque fois que l'offre est disponible.

Les emballages utilisés dans le cadre des prestations sont limités au strict minimum (suremballage à proscrire). Ils sont composés de matières recyclables et recyclées.

L'utilisation de matériels et engins à moteur thermique est réduite aux seuls cas pour lesquels aucune alternative (manuelle ou électrique) n'est adaptée. Les matériels les moins polluants et les moins bruyants sont à privilégier, dans le respect des engagements du titulaire pris dans son offre.

ARTICLE 12 – GESTION DES DECHETS

Le coût de l'élimination des déchets est inclus dans les prix des prestations (DPGF et BPU).

La gestion des déchets doit être conforme à la législation en vigueur relative à la protection de l'environnement.

Le Titulaire se conforme également aux règlements sanitaires départementaux d'Île-de-France, et tout particulièrement aux règles relatives à l'élimination des déchets (art. 84 du règlement sanitaire départemental type – RSDT).

S'agissant des déchets générés par les prestations du marché, le titulaire met en œuvre des modes de prévention et de traitement des déchets selon la hiérarchie suivante, conformément à l'article L541-1 du code de l'environnement :

1. Prévention de la production de déchets et réduction de leur nocivité, via notamment :
 - l'utilisation de produits et emballages réutilisables et composés de matières non dangereuses ;
 - le réemploi des produits et des déchets générés par les prestations.
2. Préparation en vue de la réutilisation ;
3. Recyclage ;
4. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
5. Élimination.

Article 12.1 - Dispositions applicables à toutes les typologies de déchets

Les déchets concernés sont **l'ensemble de déchets générés** par la prestation du Titulaire. La gestion et le traitement de ces déchets sont à la charge du Titulaire.

Les déchets sont évacués au fur et à mesure de la progression des travaux. Ils peuvent être exceptionnellement stockés sur le lieu de production pendant une durée qui n'excède pas 2 jours au titre des tranches optionnelles.

Ils doivent ensuite impérativement être évacués et transportés directement aux lieux de dépôt ou de valorisation sans stockage intermédiaire. Le titulaire doit envoyer les déchets collectés vers des filières autorisées et adaptées de traitement et de valorisation, en fonction de chaque catégorie de déchets concernés.

Le titulaire doit mettre en œuvre les moyens techniques et humains nécessaires aux opérations suivantes :

- Tri et collecte sur place des déchets ;
- Transport et traitement des autres déchets provenant de l'exécution de la prestation ou de traitement vers un centre agréé.

Le titulaire est tenu de présenter, sur simple demande de l'administration et sans délai, tout document permettant d'assurer la traçabilité des modes de traitement des déchets résultant de l'exécution des prestations de ce marché.

Le titulaire doit mettre à disposition les véhicules nécessaires pour effectuer le transport des déchets à partir des différents lieux de collecte.

Il doit veiller au bon état de son matériel, en particulier pour éviter les écoulements de produits ou de jus. Il doit notamment veiller à respecter la propreté du site.

Article 12.2 - Dispositions spécifiques aux déchets issus de l'utilisation des consommables et autres produits d'entretien

Les déchets pollués par le contact avec des produits d'entretien ou chimiques sont notamment :

- emballage vide de produits chimiques ;
- emballage vide de produits d'hygiène ;
- équipement de protection individuelle.

Ces déchets doivent être traités selon les règles fixées pour les déchets pollués.

Article 12.3 – Bilan annuel de la gestion des déchets

Le titulaire fournit au plus tard le 15 janvier de chaque année civile un bilan annuel de la gestion des déchets.

ARTICLE 13 – MESURES DE SÉCURITÉ

Article 13.1 - Plan de prévention

Un plan de prévention, dans le cadre du décret du 20 février 1992, doit être produit par le Titulaire avant toute intervention. Selon le modèle communiqué par l'administration lors de la réunion de lancement, le Titulaire doit transmettre par mail à la responsable du service jardin et la responsable de la commande publique et du budget son projet de plan de prévention 5 jours ouvrés au plus tard après la date de la réunion de lancement.

Il peut être demandé au Titulaire d'arrêter son intervention dans des cas exceptionnels, notamment : non-respect des exigences du cahier charges, conditions climatiques particulières, nuisances sonores ou crise sanitaire.

Article 13.2 - Équipements de sécurité

Pour chaque intervention, le Titulaire doit obligatoirement fournir aux personnels intervenant sur les sites les équipements d'hygiène et sécurité nécessaires ainsi qu'une signalisation spécifique pour la protection des personnes au travail. Ces dispositions valent également pour la protection contre les risques sanitaires.

Le port des équipements de protections individuelles (EPI) est obligatoire pour tout le personnel circulant dans l'emprise du chantier.

Tout personnel intervenant au titre de ce marché doit porter en permanence un signe distinctif d'appartenance à l'entreprise du titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordres et de sécurité propres à éviter des accidents sur les chantiers tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Afin de prévenir tout risque d'incident, le Titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout accident, notamment ceux liés au trafic piéton (triangle de signalisation, gilet fluo...) conformes à la réglementation en vigueur et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour gêner le moins possible le public et les riverains.

Le titulaire a obligation de signaler à l'administration toutes les actions nécessaires au maintien en l'état des sites et leur visuel, ainsi que la mise en sécurité.

Article 13.3 - Contrainte

Les prestations doivent être réalisées dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités du Domaine national selon les dispositions suivantes :

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention ;
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- en respectant les règles de sécurité du travail ;
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc).

Article 13.4 – Discipline

Le Titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité du musée d'Archéologie nationale et domaine national du château de Saint Germain en Laye.

Il est interdit au personnel du titulaire, notamment :

- d'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ;
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse ou en dépendance de stupéfiants ;
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- de manquer de respect au règlement intérieur du MAN ;
- de manquer de respect à la personne publique ou aux publics du domaine ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte du domaine national ;
- de se faire aider par une personne étrangère au titulaire, non déclarée comme sous-traitant.

L'administration se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour incapacité, défaut de probité ou manquement aux prescriptions définies au CCTP et CCAP.

Cette mesure s'applique aux salariés, aux préposés du Titulaire ainsi qu'à ceux des sous-traitants.

Cette mesure est de portée générale et définitive.

Le Titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement ou d'éviction.

Le Titulaire doit procéder au remplacement du personnel et **adresser au RSEM avant toute intervention une demande d'agrément.**

Le personnel du Titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente, préalablement agréé.

Le Titulaire s'engage, sauf motif grave, à ne pas modifier profondément et rapidement le personnel mis en place qui est réputé connaître parfaitement les prestations à exécuter et les consignes du RSEM.

En cas d'absence d'un agent ou de départ d'une personne affectée à la réalisation des prestations, le Titulaire doit, sans délai, prendre toutes dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise et notamment que les heures prévues soient réalisées.

De plus le Titulaire préviendra dans les plus brefs délais par mail le RSEM et lui communiquera l'identité du remplaçant.